



| Informations de base | |
|--|-------------------------------|
| 2022/0257(NLE) NLE - Procédures non législatives Décision | En attente de décision finale |
| Accord de libre-échange UE/Corée Modification Décision 2015/2169 2010/0075(NLE) Subject 6.20.03 Accords et relations commerciales et économiques bilatérales Zone géographique Corée du Sud | |

| Acteurs principaux | | | |
|-------------------------------|---|--|--------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | <div>INTA</div> Commerce international | RINZEMA Catharina (Renew) | 10/10/2022 |
| | | Rapporteur(e) fictif/fictive WINZIG Angelika (EPP) SCHUSTER Joachim (S&D) RIPA Manuela (Greens /EFA) BRICMONT Saskia (Greens/EFA) HOOGEVEEN Michiel (ECR) SCHOLZ Helmut (The Left) | |
| Conseil de l'Union européenne | | | |
| Commission européenne | DG de la Commission | Commissaire | |
| | Réseaux de communication, contenu et technologies | BRETON Thierry | |

| Événements clés | | | |
|-----------------|-----------|---------------|--------|
| Date | Événement | Référence | Résumé |
| | | COM(2022)0435 | Résumé |

| | | | |
|------------|--|---|--------|
| 02/09/2022 | Document préparatoire |  | |
| 13/10/2022 | Publication de la proposition législative | 12600/2022 | Résumé |
| 17/10/2022 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 14/11/2022 | Vote en commission | | |
| 17/11/2022 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique | A9-0277/2022 | |
| 22/11/2022 | Décision du Parlement | T9-0399/2022 | Résumé |
| 22/11/2022 | Résultat du vote au parlement |  | |

| Informations techniques | |
|------------------------------|---|
| Référence de la procédure | 2022/0257(NLE) |
| Type de procédure | NLE - Procédures non législatives |
| Sous-type de procédure | Approbation du Parlement |
| Instrument législatif | Décision |
| Modifications et abrogations | Modification Décision 2015/2169 2010/0075(NLE) |
| Base juridique | Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 167-p3 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 207 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 091 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 100-p2 |
| Autre base juridique | Règlement du Parlement EP 165 |
| État de la procédure | En attente de décision finale |
| Dossier de la commission | INTA/9/10031 |

Portail de documentation

Parlement Européen

| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
|--|------------|------------------------------|------------|--------|
| Projet de rapport de la commission | | PE737.345 | 17/10/2022 | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | | A9-0277/2022 | 17/11/2022 | |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | | T9-0399/2022 | 22/11/2022 | Résumé |

Conseil de l'Union

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|-----------------------------|------------|------------|------------------------|
| Document de base législatif | 12600/2022 | 13/10/2022 | Résumé |

Commission Européenne

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|------------------|-------------------------------|------|--------|
| | COM(2022)0435 | | |

Accord de libre-échange UE/Corée

2022/0257(NLE) - 02/09/2022 - Document préparatoire

OBJECTIF : modifier la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le 1er octobre 2015, le Conseil a adopté la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

Le protocole de coopération culturelle annexé à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres et la Corée, établit le cadre dans lequel les parties doivent coopérer pour faciliter les échanges concernant les activités, biens et services culturels, y compris dans le secteur audiovisuel.

Le protocole comprend des dispositions relatives au **droit des coproductions audiovisuelles à bénéficier des régimes respectifs**.

Conformément à l'article 5, paragraphe 8, point b), du protocole, après la période initiale de trois ans, ce droit est rouvert pour une période de trois ans et est ensuite reconduit automatiquement pour de nouvelles périodes successives de la même durée, à moins qu'une partie n'y mette un terme moyennant un préavis écrit d'au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ou de toute période ultérieure.

Conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169, la Commission doit notifier à la Corée l'intention de l'Union de ne pas prolonger la période d'application du droit accordé aux coproductions en vertu du protocole selon la procédure prévue à l'article 5, paragraphe 8, point b) dudit protocole, à moins que, sur proposition de la Commission et quatre mois avant l'expiration de la période d'application du droit, le Conseil ne décide à l'unanimité de poursuivre l'application de ce droit.

Par **arrêt du 1er mars 2022** dans l'affaire Commission/Conseil, la Cour de justice a décidé que la procédure établie à l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169 n'est pas conforme à l'article 218 TFUE en ce qu'elle impose au Conseil de voter à l'unanimité. La règle de vote applicable pour l'adoption de décisions telles que celles envisagées par l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169 devait être celle prévue à l'article 218, paragraphe 8, premier alinéa, du TFUE, à savoir **le vote à la majorité qualifiée au Conseil**.

CONTENU : la Commission propose que la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange UE-Corée soit modifiée **afin que l'exigence selon laquelle le Conseil doit statuer à l'unanimité pour décider de prolonger la période d'application du droit soit supprimée**.

Afin d'exécuter rapidement l'arrêt, la décision proposée devrait entrer en vigueur le jour de son adoption.

Accord de libre-échange UE/Corée

2022/0257(NLE) - 13/10/2022 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement a approuvé celui-ci.

Le 1er octobre 2015, le Conseil a adopté la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

Le protocole relatif à la coopération dans le domaine culturel qui est annexé à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part contient des dispositions relatives au droit, pour les coproductions audiovisuelles, de bénéficier des régimes respectifs des parties à l'accord

Après la période initiale de trois ans, le droit susvisé est rouvert pour de nouvelles périodes successives de la même durée, à moins qu'une partie n'y mette un terme moyennant un préavis écrit d'au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ou de toute période ultérieure.

Conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169, la Commission doit aviser la République de Corée de l'intention de l'Union de ne pas prolonger la période d'application du droit accordé aux coproductions, à moins que, sur proposition de la Commission et quatre mois avant l'expiration de la période d'application du droit, le Conseil ne décide à l'unanimité de poursuivre l'application de ce droit.

Dans son arrêt du 1er mars 2022 dans l'affaire C-275/20, Commission/Conseil, la Cour de justice a décidé que la procédure établie à l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169 n'est pas conforme à l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dans la mesure où elle impose au Conseil de voter à l'unanimité. La règle de vote applicable pour l'adoption de décisions telles que celles envisagées par l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169 devrait être celle vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil.

CONTENU : le projet du Conseil vise à modifier la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange UE-Corée afin que **l'exigence selon laquelle le Conseil doit statuer à l'unanimité** pour décider de prolonger la période d'application du droit soit supprimée.

Accord de libre-échange UE/Corée

2022/0257(NLE) - 22/11/2022 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 609 voix pour, 6 contre et 18 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil modifiant la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

Le Parlement a **donné son approbation** au projet de décision du Conseil.

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, est appliqué à titre provisoire depuis juillet 2011 et est officiellement entré en vigueur le 13 décembre 2015.

Le 1er octobre 2015, le Conseil a adopté la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

Le protocole relatif à la coopération dans le domaine culturel annexé à l'accord définit le cadre dans lequel les parties doivent coopérer en vue de faciliter les échanges d'activités, de biens et de services culturels dans le secteur audiovisuel. Le protocole contient des dispositions relatives au droit, pour les coproductions audiovisuelles, de bénéficier des régimes respectifs des parties à l'accord.

Conformément au protocole, après la période initiale de trois ans, le droit susvisé est rouvert pour de nouvelles périodes successives de la même durée, à moins qu'une partie n'y mette un terme moyennant un préavis écrit d'au moins trois mois avant l'expiration de la période initiale ou de toute période ultérieure.

Conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169, la Commission doit aviser la République de Corée de l'intention de l'Union de ne pas prolonger la période d'application du droit accordé aux coproductions, à moins que, sur proposition de la Commission et quatre mois avant l'expiration de la période d'application du droit, le Conseil ne décide à l'unanimité de poursuivre l'application de ce droit.

Le projet de décision du Conseil a pour but de modifier la décision (UE) 2015/2169 afin de se conformer à l'arrêt de la Cour de justice du 1er mars 2022 dans l'affaire C-275/20. Dans cette affaire, la Cour de justice a décidé que la procédure établie à l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169 n'était pas conforme à l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité FUE) dans la mesure où elle impose au Conseil de voter à l'unanimité.

La règle de vote applicable pour l'adoption de décisions telles que celles envisagées par l'article 3, paragraphe 1, de la décision (UE) 2015/2169 devrait être celle du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil.

Le projet du Conseil vise à modifier la décision (UE) 2015/2169 relative à la conclusion de l'accord de libre-échange UE-Corée afin de **supprimer l'exigence selon laquelle le Conseil statue à l'unanimité** aux fins de décider de prolonger la période d'application du droit.